

CHIFFRES CLÉS

- **1.4 millions déplacées internes (OCHA, 08/2017)**
- **2.8 millions en crise alimentaire avec 11 ZS en phase d'urgence (IPC 2017)**
- **Besoin sécurité alimentaire : 23 millions USD pour atteindre 330 354 personnes (Appel Eclair, 04/2017)**
- **72 000 déplacées avec des familles d'accueil à Tshikapa ville**

MESSAGES CLÉS

Le manque d'assistance pourrait considérablement dégrader l'état nutritionnel des populations et contribuer à exacerber les tensions et ainsi participer à l'intensification du conflit. Cela pourrait engendrer à la fois une augmentation des tensions ethniques et communautaires et en conséquence une limite correspondante de l'accès humanitaire.

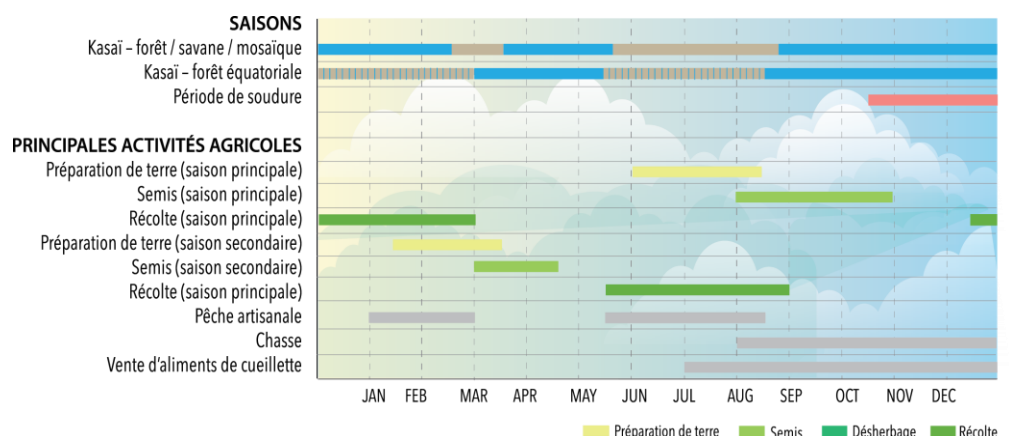
CONTEXTE SECURITE ALIMENTAIRE

Contexte de la crise :

Cela fait un an qu'une urgence complexe a débuté à Tshimbulu (Kasai Central) avec le soulèvement violent d'une milice locale. Depuis lors, la crise s'est étendue à toute la Région des Kasai, avec des actes d'humiliation et de violence d'une ampleur jamais connue jusque-là. Les enfants et les jeunes d'entre 8-18 ans sont mobilisés pour des raisons socio-économiques ou sont recrutés par la force. La population fuit en brousse et vers les villes principales où ils sont accueillis au sein des églises ou des familles d'accueil ; la plupart sont les femmes et des enfants dont de nombreux sont non accompagnés car leurs parents ont été perdus au cours de leur fuite ou ont été massacrés.

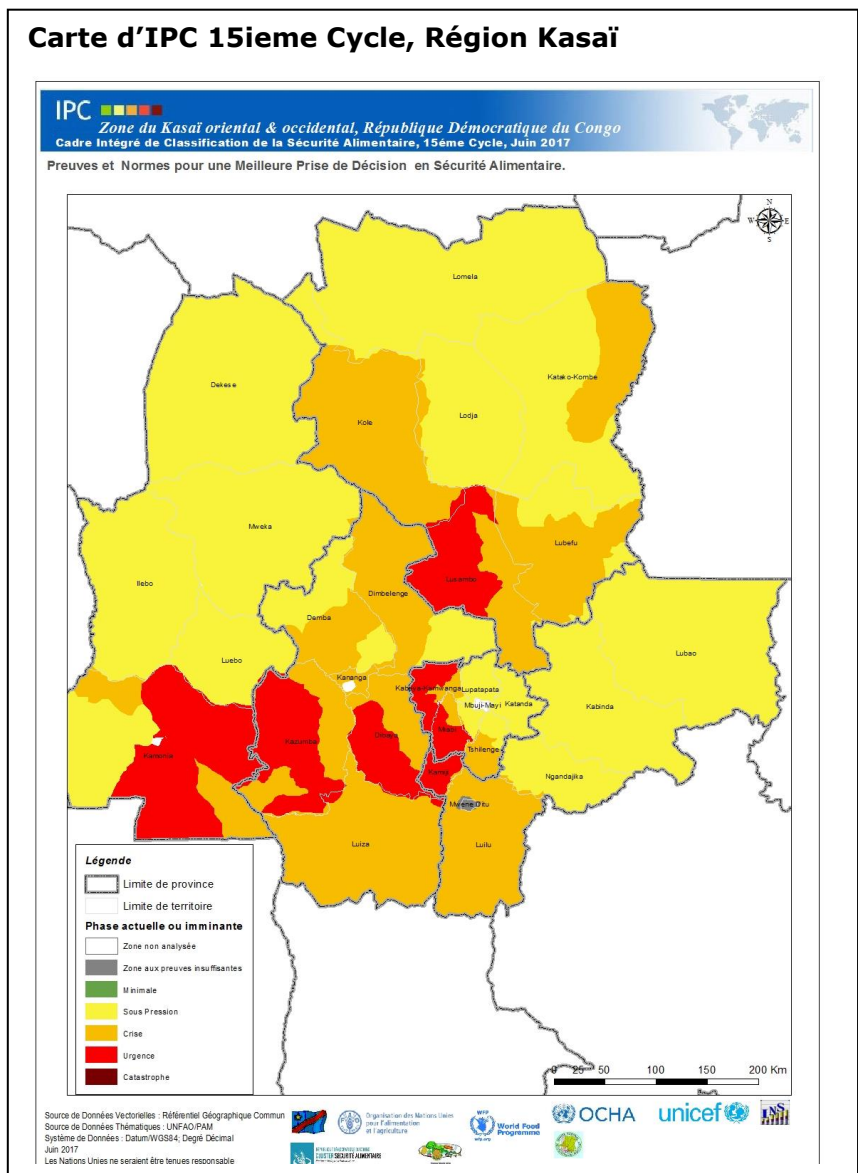
La crise se traduit par une exacerbation des tensions intercommunautaires préexistantes entre les multiples ethnies de la zone, en lien avec le redécoupage territorial, l'effritement des systèmes de médiation traditionnelle et des structures gérées par le pouvoir coutumier. Les Kasai n'ont pas subi de crise ou de

Calendrier Agricole, Région Kasai



conflit armé majeur depuis plus de 50ans et jamais constitué une zone d'activité humanitaire. En effet, les hostilités ont entraîné une augmentation considérable du nombre de personnes en besoins d'aide humanitaire multisectorielle dans la totalité des cinq provinces : Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru. En raison du contexte fragile, la plupart de populations, y inclus les déplacés et retournés, a raté totalement deux saisons agricoles depuis le début de crise et risque de perdre la grande saison agricole qui a déjà commencé dans certaines parties du Kasai. Nombre de villages, maisons et champs ont été détruits, brûlés et pillés, en conséquence, les femmes et hommes affectés par la crise ont perdu leurs récoltes restées dans les champs pour cause d'insécurité, leurs stocks de nourriture et de semences ainsi que leurs outils aratoires et leur bétail, y compris leurs titres de propriété, dans leur fuite ou dans les incendies de leurs villages. Les femmes restent sans aucun moyen d'existence. Selon [IPC 15ieme Cycle](#), la région du Kasai compte environ 2,8 millions de personnes en crise alimentaire et des moyens d'existence aigüés : 1,8 millions de personnes en phase 3 et 1 millions en phase 4. Les territoires qui sont les plus affectés et en situation d'urgence inclus Kamonia (Kasai), Dibaya et Kazumba (Kasai Central), Kabeya-Kamuanga et Miabi (Kasai Oriental),

Kamji (Lomami) et Lusambo (Sankuru).
 Pour cause d'une insécurité persistante et de manque de protection, la population se voit confrontée encore actuellement à une restriction de mouvement vers les zones de travail habituelles, tels que les champs, les zones minières, les routes transfron-





alières de transit de biens, due principalement à l'insécurité et manque de protection. Nombre de personnes déplacées provenant des zones rurales alentours ont trouvé refuge dans le territoire de Tshikapa, les habitants hommes et femmes, y compris les personnes déplacées, ne parviennent plus à accéder aux champs, aux zones d'exploitation minière de diamant, ni même aux tronçons routiers d'approvisionnement en produit de première nécessité. Par conséquent, le prix des denrées alimentaires sur le marché local a été haussé parfois jusqu'au 150% du prix dans certaines zones et la survie des IPDS et des résidents devient difficile. Cette situation pousse les plus vulnérables à s'exposer à plusieurs risques pour subvenir à leurs besoins, notamment à accepter d'aller travailler dans des champs situés dans les zones insécurisées ou recourir à des stratégies d'adaptation négatives (p.ex. l'abandon scolaire, l'exploitation sexuelle des filles, le mariage précoce). Il faut mentionner aussi que de façon générale un nombre élevé de ménages sont endettés dans les différents territoires, principalement pour des dépenses de santé, soit pour des dépenses liées au vivre. Les différentes évaluations menées montrent des scores d'insécurité alimentaire extrêmement élevés et l'usage de mécanismes de survie néfastes. Ce, alors que les provinces du Kasai étaient déjà parmi les plus pauvres du pays (taux de pauvreté : 70 % selon les Enquêtes Démographiques et de Santé 2013-2014) avec des niveaux de malnutrition déjà élevés (MAG >10) avant la crise.

Cette crise qui perdure est amplifiée par l'instabilité du cadre macroéconomique caractérisé par la dépréciation de la monnaie nationale dont la conséquence directe est la flambée des prix des denrées alimentaires de base.

En résumé, les besoins humanitaires en matière d'assistance multisectorielle d'urgence et en protection sont énormes. Parallèlement, l'accès humanitaire restreint et la présence insuffisante des organisations internationales empêchent la collecte de données fiables, le flux d'information et les financements pour démarrer des activités humanitaires à la hauteur des besoins des populations affectées par cette crise importante. Les partenaires locaux sont mobilisés et prêts à assister les organisations dans les actions de terrain mais ils ont besoin de renforcement de capacité et d'assistance de la part des partenaires internationaux.

Coordination

A Kananga, un groupe de travail Sécurité Alimentaire – Nutrition existait déjà avant la crise et représente les partenaires locaux ainsi que internationaux. Il est opérationnel et se réunit de façon bimensuelle. A Tshikapa et Mbuji Mayi les points focaux de la FAO avec ses partenaires organisent des réunions régulières. Toutes les réunions se focalisent sur le partage d'information mais avec l'arrivée des Agences de Nations Unies et des ONGs internationales elles deviennent plus actives et stratégiques.



Des défis pour la communauté humanitaire sont énormes ainsi que des risques à ne pas réagir

- La relation entre l'Etat et la population locale reste difficile par suite de la nouvelle administration (au Kasai), l'absence des magistrats mais aussi par manque de reconnaissance de la légitimité de l'Etat de droit.
- Plusieurs zones sont militarisées, avec une population qui est traumatisée à cause de ces atrocités extrêmes perpétrées contre elle par les milices et la violence démesurées des interventions de l'armée régulière.
- Suite à l'incertitude de la sécurité et les conditions difficiles de vie dans leurs milieux de retranchement, les populations sont contraintes à faire des déplacements pendulaires.
- L'insécurité des axes en dehors des villes au-delà de 10 à 20 km selon les zones réduit l'accès humanitaire aux populations en besoin d'assistance.
- Risques de protection élevée en raison de l'expérience limitée des parties prenantes dans la connaissance des principes humanitaires, mais aussi des attentes élevées en matière d'assistance humanitaire.
- Après la perte des 2 saisons culturales (Saison A 2016 et B 2017), la Saison A 2017 est menacé en raison de l'accès limité à la terre et aux marches, le manque d'intrants agricoles, les attaques de chenilles légionnaires.
- La population affectée est obligé de recourir aux stratégies d'adaptation négatives qui, à leur tour risquent d'amplifier le conflit armé et de renforcer les tensions tout en augmentant le potentiel de déstabilisation du pays.
- En raison du système de santé déjà fragile, les taux de mortalité infantile et de malnutrition devraient avoir augmenté.

Les activités de sécurité alimentaire puissent contribuer à la stabilisation de la situation

- Mener les évaluations multisectorielles des besoins et renforcer la coopération dans l'intervalle entre les activités humanitaires et celles de développement pour une approche et réponse en moyen ou à long terme.
- Suivre une approche intégrée avec des activités alimentaires et agricoles à court terme ; apporter en urgence une assistance alimentaire aux populations déplacées, retournées et familles d'accueil dans les zones d'accueil, notamment à Tshikapa et dans les zones rurales accessible d'autres provinces où les besoins d'assistance humanitaire ont les plus importants, et avec des activités de relèvement et renforcement de résilience à moyen terme ; réhabiliter des champs agricoles, des marches et moyen d'existence.
- Mener des interventions multisectorielles dans les communautés en incluant la santé, la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire pour aider à pallier les besoins généralisés de la population.
- Négocier et assurer l'accès humanitaire de même que mettre en place et augmenter des financements d'urgence et de développement pour assister la population rapidement



- Encourager les modalités d'assistance alternative notamment assistance monétaire ou distribution de coupons alimentaires, lorsque la situation sollicite et que les conditions sécuritaires et de présence des agences de transfère, de fonctionnalité/approvisionnement des marchés le permet.
- Consolider la cohésion sociale et le dialogue avec des activités agricoles, de marchés et de génératrices de revenus.
- Intégrer les sujets transversaux dans tous les secteurs, particulièrement le soutien psycho-social, la protection, la gestion de conflit, le genre et l'approche « Ne pas Nuire ».
- Renforcer les capacités des partenaires locaux actifs sur toute l'étendue des provinces.